

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Corne de l'Afrique NOUVELLE OFFENSIVE SOVIETIQUE

Là où le social-impérialisme met les pieds, c'est la guerre. Cette réalité est une nouvelle fois confirmée par la situation de guerre dans la Corne de l'Afrique.

Toutes les informations le confirment, les soviétiques ont considérablement renforcé leur présence militaire dans cette partie stratégique du monde, située au carrefour de trois continents. D'après de nombreuses sources, les soviétiques ont établi un véritable pont aérien entre l'URSS et Addis Abeba, capitale de l'Éthiopie. Des « Antonov 22 » déchargent depuis le 31 janvier des tonnes de matériel de guerre pour alimenter le conflit dans la région. Différentes agences de presse internationales attestent de la présence en Éthiopie de plus de 1 500 experts soviétiques et de 2 500 mercenaires cubains.

Dès le 1er février des raids massifs de l'aviation étaient effectués de jour comme de nuit par des MIG sur les principales posi-

tions tenues par les Forces de Libération de la Somalie occidentale. Ces raids, selon la capitale somalienne se sont étendus aujourd'hui au nord de la Somalie, et les villes d'Hargeisa et Berbera ont été pour la quatrième fois la cible des bombardements.

Un communiqué publié à Mogadiscio — Somalie — par le FLSO fait état d'une attaque combinée entre des « forces soviétiques, cubaines et d'autres troupes », appuyée par des MIG 17, 21, 23, des canons de 120, 130, et 155 mm et des chars T55 et T62, le tout sous la conduite d'un général soviétique Barezov.

Cette offensive de grande envergure, bénéficiant de gros moyens militaires, ne parvient toutefois pas à remporter des succès militaires décisifs, puisque le FLSO indique que depuis le début de celle-ci, « l'ennemi » a perdu 43 chars, 3 MIG et de nombreux soldats ont été mis hors d'état.



Un combattant du Front de libération somalien de l'Ogaden.

• Laiterie Claudel-Roustan

Victoire contre les licenciements

Le tribunal administratif a annulé mardi dernier une décision du ministère du Travail autorisant le licenciement de deux délégués syndicaux (CFDT) de l'une des usines de Claudel-Roustan à Villedieu-les-Poêles, dans la Manche.

C'est en décembre 1975, après une grève particulièrement dure aux usines Claudel, que le patron devait engager une procédure de licenciement de quatre délégués ouvriers. Licenciements justifiés, selon lui, par les « menaces de désordre ». A l'époque, l'inspection du Travail avait

refusé ses licenciements. La direction du groupe Claudel présentait alors un recours devant le ministre du Travail, le sieur Durafour, qui ne sait rien refuser à ses amis. La direction obtient alors « l'autorisation » ministérielle de licencier deux délégués de l'usine de Villedieu, MM. Lehodey et Déca-theaugrue.

Durant ces deux années, les militants syndicaux et les ouvriers des laiteries du groupe ne se démobilisèrent pas pour obtenir la réintégration de leurs deux camarades. De nombreuses régions publiques auront

lieu, en même temps que sera déposé un recours devant le tribunal administratif de Caen.

Le 15 décembre dernier, un meeting avait lieu à Villedieu dans la salle de la mairie archi-comble. Plus de 1 200 personnes étaient présentes, beaucoup d'ouvriers des laiteries du groupe, mais aussi des paysans. C'est devant une salle combative que devaient intervenir des militants ouvriers et aussi un représentant du syndicat Paysans-Travailleurs de la Manche, venu apporter le soutien des paysans exploités aux ouvriers

en lutte.

Ce meeting eut un grand retentissement dans la région.

La grande mobilisation ainsi exprimée montrait plus que jamais la détermination des travailleurs pour mener à bien la lutte pour la réintégration de leurs deux camarades.

C'est dans ce contexte qu'il faut examiner la décision du tribunal administratif de Caen pour annuler les décisions du ministère. C'est avant tout une grande victoire de deux années de lutte.

PAGE 8

Résolution du
3e congrès du PCMLF
« Travailleurs
français, immigrés,
une seule
classe ouvrière »

Editorial

Appliquons la ligne politique et la tactique du IIIe congrès du PCMLF

Un trop grand nombre de militants marxistes-léninistes continuent à appliquer une ligne faisant du Parti communiste français et du révisionnisme moderne la cible prioritaire, centrale, principale et quasi-exclusive de leurs coups.

Dans leurs articles, destinés à notre presse centrale ou à des bulletins et tracts locaux, ils commencent toujours par frapper cette cible qu'avait fixée le IIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Ces camarades se trompent de bonne foi, mais doivent rectifier leur tir.

La Conférence nationale ouvrière de juillet 1976, puis le IIIe congrès du PCMLF de janvier 1978 ont clairement défini l'obstacle principal de la révolution prolétarienne : c'est l'État capitaliste, soutenu par ses piliers fondamentaux : l'armée, la police, la justice bourgeoises, etc.

Par contre, à l'intérieur des rangs de la classe ouvrière, l'obstacle principal à la préparation de la révolution prolétarienne, c'est la ligne révisionniste moderne des dirigeants du Parti communiste français.

De là découle plus qu'une nuance, mais une orientation tactique fondamentale qui correspond à la situation actuelle en France. Par « situation actuelle », nous entendons « tant que les dirigeants du PCF ne sont pas détenteurs à leur tour de l'État capitaliste ».

C'est donc bien d'abord et prioritairement contre la bourgeoisie capitaliste au pouvoir qu'il faut porter nos coups.

Naturellement, il importe aussi de dénoncer l'Union de la gauche, le Parti socialiste et le Parti communiste français, qui bercent d'illusions mystificatrices les travailleurs et qui veulent remplacer à la tête de l'État la bourgeoisie de droite par la bourgeoisie de gauche réformiste ou la bourgeoisie bureaucratique révisionniste.

Mais si l'on commence toujours par frapper prioritairement les chefs révisionnistes, et si l'on identifie trop souvent à leurs manœuvres politiciennes, les militants et sympathisants de base de leur parti, comment pourra-t-on gagner ces derniers et les millions d'honnêtes travailleurs trompés par le PCF ?

Montrons donc, prioritairement, que nous luttons sans réserve aucune contre les Chirac, Barre et autres Giscard, et nous serons mieux écoutés quand nous démasquerons ensuite ou simultanément (suivant les circonstances) les dirigeants révisionnistes.

Un exemple : qui est en ce moment l'ennemi que doivent combattre prioritairement les grévistes des PTT ? C'est le gouvernement et son administration. Quand les chefs révisionnistes, authentiques politiciens bourgeois, commenceront — s'ils n'ont déjà commencé — à manœuvrer pour dévier, freiner ou récupérer la combativité des grévistes, alors viendra le moment le plus opportun pour les dénoncer et pour que notre dénonciation soit comprise des postiers dans leur masse. Prioritairement, dans cette lutte, notre cible c'est Segard, Barre et Giscard, parce que ce sont eux qui détiennent le pouvoir d'exploitation et d'oppression des travailleurs des Postes et Télécommunications.

Telle est la tactique actuelle qui découle de la ligne idéologique et politique fondamentale du IIIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Apprenons tous ensemble à l'appliquer correctement. C'est à cette condition que nos luttes de classe et de masse remporteront des succès importants.

Jacques JURQUET

● Guadeloupe

UNE NOUVELLE ARME POUR L'INDEPENDANCE

La parution du journal «Ja Ka Ta»

Un nouveau journal (1) vient de paraître en Guadeloupe « Ja Ka Ta ». Il tranche. Il tranche nettement sur l'ensemble de la presse existante dans l'île, tenue par les partis bourgeois de droite ou de gauche. La perspective qu'il trace au peuple guadeloupéen est claire et précise : s'unir pour en finir avec les chaînes du colonialisme français, conquérir l'indépendance, bâtir une Guadeloupe indépendante, libre et prospère, orientée vers la satisfaction des aspirations fondamentales du peuple au pain, au travail, à la terre, à la liberté, à l'identité et à la dignité nationale.

Au riche sommaire de ce premier numéro, une percutante dénonciation des manœuvres politiciennes du « Comité permanent de la gauche » rassemblant révisionnistes et « socialistes » locaux.

Une étude sur « Sucre et Marché commun » qui explique la liquidation de l'économie sucrière guadeloupéenne au profit des grands trusts européens. Les leçons des grandes « grèves dans le bâtiment », une étude sur le coût de l'école en Guadeloupe des témoignages sur l'esclavage qui a enchaîné le peuple guadeloupéen. La présentation de la « région Caraïbe, une rubrique culturelle et sportive, etc.

Nous saluons la naissance de ce confrère guadeloupéen surs des grands succès qu'il rencontrera dans le développement de ses idées au cœur des masses laborieuses guadeloupéennes, et reproduisons ci-contre des extraits de l'éditorial où il se présente et définit ses objectifs.

Comment est-il possible que nous ressentions un tel vide ? Il existe pourtant en Guadeloupe de puissants moyens d'information, par exemple FR 3 et France-Antilles, pour ne citer que ceux-là. Pourtant la vie guadeloupéenne fourmille de faits et d'événements susceptibles de nous instruire. Alors d'où vient cette pénurie d'informations ?

La réponse est très simple. Ces « grands organismes » qui prétendent nous informer nous donnent de la pacotille. Ce sont des instruments de sous-information, de déformation de l'opinion publique guadeloupéenne. Leur fonction est de masquer la réalité guadeloupéenne, d'appauvrir intellectuellement le

Guadeloupéen et leur déficience congénitale est d'être en Guadeloupe des corps étrangers. Il existe un service français d'information, étouffant, omniprésent, mais la véritable presse guadeloupéenne s'exprime à peine. Voilà le fond de la question !

Il y a malgré tout des Guadeloupéens qui « osent penser et agir en Guadeloupéens ». Nous allons contribuer à commencer la véritable presse guadeloupéenne. C'est dans ce but que « Ja Ka Ta » est né.

Non, « Ja Ka Ta » n'est pas « un journal de plus ». Il prétend être le journal guadeloupéen, car son ambition est d'éteindre une soif qui ne l'a jamais été tout à fait. Il ne se comportera jamais comme un journal régional de la France. Jamais, il n'imitera aveuglément la presse d'aucun pays étranger, même s'il reste ouvert à tous les échanges. Nous, en Guadeloupe, nous avons besoin d'un organe qui sorte des entrailles de notre nation, qui soit tout à la fois la bouche et les yeux de l'ensemble des Guadeloupéens.

« Ja Ka Ta » est un journal d'opinion. Nous disons clairement que notre information sera partisane. Nous prenons le parti de dire la vérité. Le mot « neutralité » nous sera donc étranger. La vérité n'est jamais neutre. En Guadeloupe, dire la stricte vérité, c'est déjà se rebeller contre l'ordre actuel des choses.

« Ja Ka Ta » est un journal politique. Il n'est pas en ce monde de journal apolitique. Sommes-nous « de gauche » ou bien de « droite », du programme commun de la gauche ou celui de la droite ?... De grâce ! Que le lecteur ne s'évertue point à nous classer selon ces schémas venus d'ailleurs, ces schémas qui déforment notre vision politique en donnant raison à ceux qui nous veulent Français. Il nous faut coûte que coûte nous habituer à voir les choses en Guadeloupéens. Nous ne pouvons, tout en vivant en Guadeloupe, être les acteurs de la vie politique française. Certains y arrivent, mais au prix de leur identité. Nous sommes Guadeloupéens, nous ne sommes pas Français. Nos ennemis politiques (car nous en avons) ne sont ni à notre gauche, ni à notre droite. Ils sont en face. En Guadeloupe, il n'y a que deux camps, et pas un de plus : — Il y a le camp de

tous ceux, départementalistes ou autonomistes, qui sont partisans du maintien de notre pays dans le cadre de la République française et qui représentent les intérêts d'une poignée de capitalistes étrangers.

— Et il y a les autres... Ceux pour qui vivre à genoux n'est pas vivre. Ceux qui n'ont pas peur d'imaginer la Guadeloupe débarrassée de toute tutelle étran-

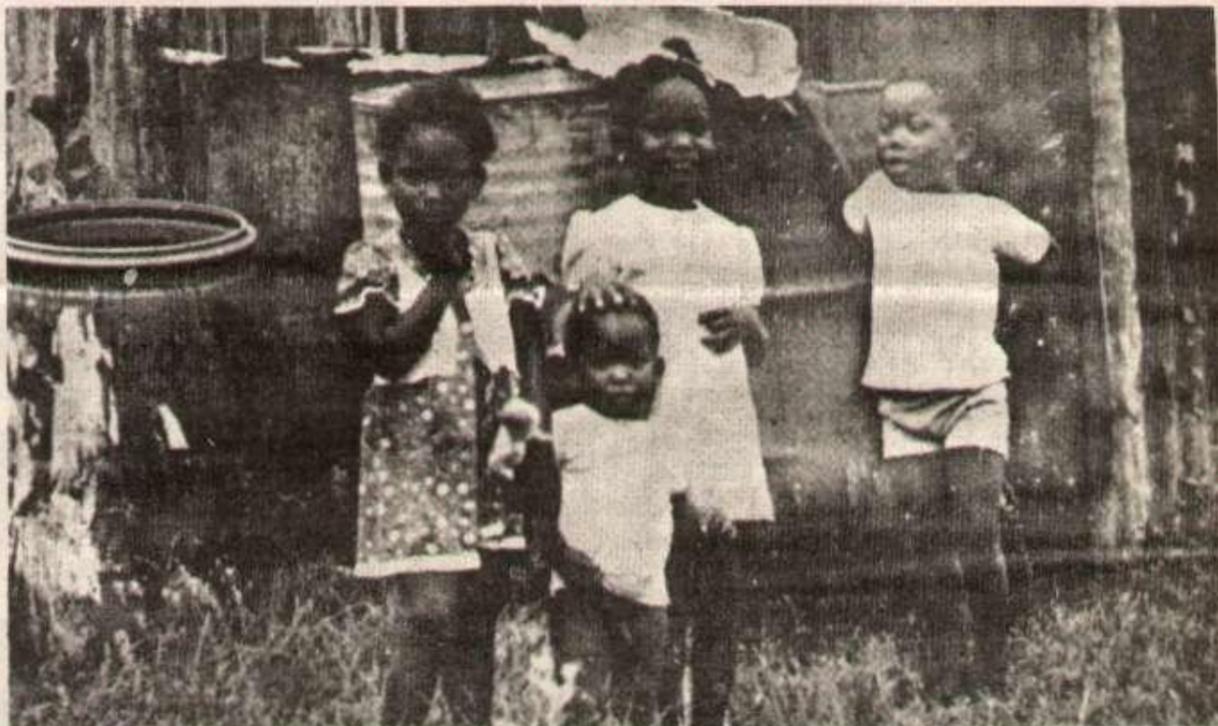
gère: Ceux qui osent penser et agir en Guadeloupéens: Ceux-là pensent tout haut ce que ressent encore confusément la grande majorité des Guadeloupéens. Car jour après jour, nos compatriotes en ont assez d'être humiliés et piétinés dans leur propre pays. Nous sommes de ceux-là. « Ja Ka Ta » est pour que le peuple guadeloupéen édifie un Etat national indépendant, pour que la Guade-

loupe appartienne totalement et sans ambiguïté au peuple guadeloupéen.

Quoiqu'étant un journal politique, « Ja Ka Ta » n'est l'organe d'aucun parti politique. Il veut simplement unir tous les Guadeloupéens pour sauver la Guadeloupe. Il entend donner la parole à tout Guadeloupéen qui aurait quelque chose à dire, quels que soient sa race, sa

religion, sa philosophie et son rang social. Nous lui demanderons seulement d'avoir le sens de la dignité guadeloupéenne et de vouloir contribuer autant qu'il le peut à relever notre patrie de la honte de l'assimilation.

(1) En vente notamment aux Herbes sauvages, 70 rue de Belleville Paris 20e



L'indépendance, condition d'un avenir heureux pour les enfants de Guadeloupe.

Contrairement à ce qui a été annoncé plusieurs fois par erreur, notre adresse est :
L'Humanité rouge BP 61
75861 Paris Cedex 18
et le numéro de notre CCP est
30226 72 D

● Italie

Le PCI pour un «pacte d'urgence» avec les autres partis bourgeois

Le PCI acceptera un «pacte d'urgence» qui exprime une «entente et une responsabilité communes et se traduise par une nouvelle majorité parlementaire». Ce pacte devrait respecter «les exigences des six partis constitutionnels» et pourrait être «une base pour trouver une solution à la crise italienne».

C'est ce qu'a déclaré Berlinguer après s'être entretenu plus de deux heures avec G. Andreotti, char-

gé de former le nouveau gouvernement.

Le PCI n'entrera pas (pour l'instant) au gouvernement, mais il entre toujours plus avant dans la coopération avec les autres partis bourgeois pour faire payer la crise aux travailleurs italiens et les démocrates chrétiens auront l'appui parlementaire du PCI pour mettre en place d'autres mesures répressives et antipopulaires.

● Allemagne de l'Ouest

Schmidt remanie son gouvernement

Schmidt a procédé vendredi dernier à un remaniement de son gouvernement, dans le but principal de remplacer le ministre de la Défense, Georg Leber, qui a présenté sa démission.

Cette démission est la conséquence des deux importants scandales dans lesquels a trempé Leber. En décembre dernier, c'était la révélation du plus gros cas d'espionnage est-allemand en Allemagne fédérale : on a découvert que l'espionne Renate Lutze s'était emparée de quantité de dossiers militaires ultra-secrets de l'OTAN.

Le second scandale est celui des écoutes téléphoniques et des micros placés un peu partout par le MAD, service de contre-espionnage militaire dépendant du

ministère de Leber. Le MAD avait espionné illégalement non seulement les locaux d'une organisation marxiste-léniniste (ce à quoi aucun politicien bourgeois ne trouve à redire...), mais aussi les communications téléphoniques d'un certain nombre de personnalités politiques bourgeoises, dont le dirigeant bavarois de la démocratie-chrétienne, Franz-Joseph Strauss.

Ces deux scandales et le remaniement ministériel auquel a procédé Schmidt constituent un nouvel épisode de l'âpre rivalité des deux fractions de la bourgeoisie ouest-allemande. Ils marquent en plus un certain affaiblissement de la position des sociaux-démocrates au pouvoir depuis 1969.

• Paris

Arrestation d'un antifasciste brésilien

Mardi 24 janvier, José Renato Rabelo, étudiant en médecine, ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (1966-67), était arrêté à Paris.

Condamné par la justice militaire le 29 juin 1967 à cinq ans de détention, lors du procès qui a suivi l'opération répressive de décembre 1976 à São Paulo au

cours de laquelle Pedro Pomar, Angelo Arroio et João Batista Drumond furent assassinés, il était pourchassé par les organes de répression de la dictature militaire.

Il est actuellement détenu à la prison de la Santé. Exigeons qu'il soit rapidement remis en liberté et bénéficie de l'asile politique, sa vie étant en danger dans son pays.

Télévision

SAMEDI 11 FEVRIER A 20H 30 SUR FR 3

Fidelio

Opéra en deux actes de Beethoven, mise en scène de Jorge Lavelli (spectacle enregistré à la Halle aux grains de Toulouse).

Le thème : pour délivrer son mari Florestan, Léonore s'introduit dans la prison déguisée en homme sous le nom de Fidelio. Le gouverneur Pizarro a donné l'ordre au geôlier Rocco, qui refuse, de liquider le prisonnier. La justice finira par l'emporter.

Sous couvert d'un mélodrame glorifiant l'amour conjugal, Beethoven a mis en scène la lutte contre la raison d'Etat. Lavelli par sa mise en scène nous plonge dans notre monde où des gens sont emprisonnés pour leurs idées. Dégagant le noyau de l'œuvre, il en fait un hymne à la liberté. Cette émission nous montre que l'opéra peut être autre chose qu'un plaisir réservé aux initiés et un article de musée. Pour terminer, votre semaine, regardez et écoutez Fidelio, cela vous convaincra peut-être que l'opéra, c'est aussi un regard sur la vie.

MARDI 14 FEVRIER A 20H 35 SUR A2

Les dossiers de l'écran :

« Un homme dans la foule »

Le thème de l'émission est « Les vedettes de la télévision face à leur public ». Cette émission devrait permettre d'aborder l'énorme influence de la télévision, qui présente quotidiennement chez les gens, est un moyen de les conditionner. On sait comment d'ailleurs, un tel moyen d'expression, de masse, est soigneusement contrôlé par le pouvoir et que les partis de l'opposition de gauche désirent eux aussi l'accaparer.

Le défaut du débat qui aura lieu sera certainement de ne pas aborder ce sujet assez largement et de se contenter d'aborder le problème relativement mineur de vedettariat des speakers et présentateurs de télévision.

Le film d'Elia Kazan, lui, promet d'être plus intéressant de ce point de vue. A propos de ce film Kazan a dit : « On a dit que le film était dirigé contre Nixon, contre Eisenhower et contre le big-business ; eh bien c'est vrai ».

Abonnez-vous à «Prolétariat»

UN AN, 52 F - ABONNEMENT DE SOUTIEN : 80 F, ou pensez à renouveler votre abonnement.
ADRESSE DE « PROLETARIAT » :
BP 320 - 13213 Marseille Cedex 1
CCP 213 089 H Marseille

Commandez notre brochure

« QUAND ILS ETAIENT AU POUVOIR »

Passez vos commandes à APN-Editions, BP 279 75 886 Paris Cedex 18

Le véritable enjeu du quadrillage policier

Préparer une répression accrue des travailleurs

L'enlèvement du baron Empain, puis du juge Daix, deux enlèvements en quelques semaines, voilà qui paraît indiquer qu'une vague de criminalité sans précédent se développe et que notre sécurité est menacée. C'est là une des idées que le pouvoir et des campagnes de presse voudraient nous faire croire.

Des enlèvements, il y en a toujours eu. En trois ans, de 1975 à aujourd'hui il y en a eu 24, ce qui est nouveau, c'est l'exploitation qu'en fait le pouvoir pour préparer l'opinion à une répression accrue : quadrillage de villes entières, dizaines de milliers de contrôles, fouilles illégales de voitures, etc.

LA REPRESSION DU BANDITISME : UN PRETEXTE

Même « France soir », dont la réputation n'est plus à faire paraît s'étonner de l'ampleur nouvelle des mesures policières. « Pourquoi n'a-t-il pas pris les mêmes dispositions policières pour les rapt précédents de Luis Hazan, Guy Thodoroff ou Luchino Revelli-Beaumont ? »

« France-soir » laisse ensuite répondre des responsables de la police qui déclarent : « Chacune de ces affaires nous a apporté une expérience supplémentaire. Aujourd'hui cette nouvelle criminalité qui, au début nous a laissés désarmés, nous en connaissons plusieurs données et nous pouvons mieux la combattre. Nous attendons un nouveau cas pour la mettre en application... N'oublions pas que ces mesures effectivement très exceptionnelles, permettent de rechercher en même temps Yves Maupetit ».

Le premier mensonge de ces policiers est qu'il n'y a pas de nouvelle criminalité que les enlèvements ne sont pas nouveaux, ni plus nombreux. Le second mensonge est de prétendre que les mesures policières

exceptionnelles permettent de lutter plus efficacement. Pratiquement de telles mesures sont nulles du point de vue des résultats. Malgré les quadrillages, les barrages, les contrôles, les fouilles, Empain n'a pas été retrouvé, pas plus que Schleyer par ce type d'action. L'arrestation de Maupetit est due à sa dénonciation par le milieu auquel il était lié et non pas au déploiement policier.

Ce déploiement répond en réalité à une toute autre préoccupation que nous avons maintes fois dénoncée : la répression et l'intoxication de l'opinion. Elle correspond à un objectif politique dicté par la crise économique et la proximité des élections.

UNE IMPUNITÉ TROUBLANTE

Il faut noter que les auteurs d'enlèvements ou de crimes sont restés libres le plus souvent car jamais retrouvés. Or, il est sûr que la police en connaît sans nul doute un certain nombre. Par exemple, il est certain que l'assassinat du juge Renaud a été perpétré par le « SAC ». Mais les assassins bénéficient de l'impunité. Ainsi, les assassins bénéficient de la protection du pouvoir. Un autre exemple est Spaggiari, l'auteur du casse des égouts à Nice qui a pu s'échapper avec une facilité étonnante du bureau du juge d'instruction.

Il n'est pas étonnant que cela en soit ainsi. Il apparaît que souvent des enlèvements et crimes sont le fait de gens liés au capital lui-même. Outre l'exemple du SAC, il est à peu près établi que Revelli-Beaumont avait été enlevé à l'instigation de son adjoint qui est un agent de la CIA. Il se dit aussi de plus en plus qu'Empain

aurait été enlevé par des gens proches des milieux d'affaires et que la police le savait dès le début.

LES VÉRITABLES INTENTIONS DU POUVOIR

Certains milieux de la bourgeoisie sont donc directement impliqués dans les crimes et enlèvements que ce soit par le milieu, les barbouzes, la mafia. Ce qui explique l'impunité dont bénéficient les auteurs.

Les buts de cette haute délinquance sont soit des règlements de compte, soit l'extorsion d'argent, soit l'élimination de gens compromettants.

Le pouvoir n'a en fait nullement l'intention de mettre fin à une criminalité étroitement liée à certains milieux qui le touchent de très près. Lorsqu'il prétend vouloir la combattre, c'est en fait pour se préparer à une répression accrue contre les travailleurs et pour justifier la violation de sa propre légalité comme lors de la fouille des voitures.



Le juge Renaud inquiétait par ses enquêtes certains milieux de la bourgeoisie. Il a été supprimé.

Les travailleurs mauriciens exigent la régularisation de leur situation

Au cours d'une conférence de presse tenue mardi, le Mouvement des travailleurs mauriciens a dénoncé le blocage gouvernemental destiné à empêcher la régularisation de nombreux travailleurs mauriciens, ainsi que les arrestations, les expulsions et les confiscations de passeport qui se multiplient.

Rappelons que jeudi dernier, lors d'une descente de la police dans un atelier de confection de la rue Tiquetonne, six travailleurs, deux Mauriciens, deux Pakistanais

et deux Turcs étaient embarqués et passaient la nuit au dépôt. Ils étaient ensuite relâchés mais les deux travailleurs mauriciens devaient se présenter lundi dernier à la préfecture de police avec les billets de retour dans leur pays. Les Pakistanais ne sont toujours pas relâchés. Il est possible qu'ils aient été expulsés.

Cinq cent trente-huit dossiers ont été déposés par des travailleurs mauriciens auprès du ministère du Travail, afin d'obtenir les cartes de séjour et de travail comme un accord l'avait

prévu, accord passé entre le président de la République française et le Premier ministre de l'île Maurice, le 9 septembre dernier. De plus, l'administration avait donné l'assurance que les travailleurs mauriciens verraient leur situation régularisée avant le 31 décembre 1977. Or, depuis rien n'a été fait dans ce sens bien au contraire. Actuellement, un millier de Mauriciens n'ont pas déposé de demande de régularisation, soit parce qu'ils sont au chômage, soit par crainte des tracasseries policières et de l'expulsion.

LE 10 FEVRIER

Journée de solidarité avec Monique Guemann

Le Syndicat de la Magistrature appelle à une journée nationale d'action et de solidarité, vendredi 10 février, jour où Monique Guemann, vice-présidente du Syndicat de la Magistrature, comparait devant la commission de discipline du parquet.



● SNECMA-Corbeil (Essone)

Grève illimitée des ouvriers sur tour à commande numérique

Les grévistes se réunissent deux fois par jour en assemblée générale. Celle-ci regroupe l'ensemble des grévistes syndiqués ou non et prend ses décisions en toute souveraineté. Diverses commissions ont été formées pour la propagande, les contacts avec les autres entreprises, les collectes.

Dès le début, le syndicat FO s'est disqualifié. Signataire de l'accord d'entreprise et de ses clauses antigrevistes, il a refusé de soutenir la grève. FO a même voulu négocier la prime pour travailler sur deux machines, par-dessus la tête des grévistes.

Les grévistes sont représentés par quatre délégués CFDT et CGT mandatés par eux ainsi que par dix

grévistes élus. La direction n'a pas apprécié l'ampleur de cette délégation qu'elle a tentée, sans succès, de réduire à huit.

Dans cette affaire, la position de l'inspecteur du Travail est simple : « Il n'est pas pour le patron, il est pour le code du travail ».

Et comme par un fait exprès, le dit code n'interdit pas de faire travailler sur deux machines ou trois ou plus !

Comme disent les compagnons : « Dans ces conditions, pourquoi ne pas balayer en même temps qu'on conduit la machine ? Et pourquoi les employés n'écriraient-ils pas avec un stylo dans chaque main ? ».

Extrait du communiqué fait par le comité de grève

Depuis le 2 février 1978 à 9 h, tous les travailleurs sur tour à commande numérique de la SNECMA-Corbeil sont en grève illimitée (...)

La direction de l'entreprise, sous prétexte de rentabilité, a décidé de faire travailler un compagnon sur deux machines en même temps, arguant de la concurrence de l'étranger et de la nécessité d'être compétitif.

De plus en plus, les nouvelles techniques de production sont mises en place sur le dos des salariés (...).

TRAVAILLER SUR DEUX MACHINES

C'est doubler la fatigue physique et accroître la fatigue nerveuse, c'est aggraver considérablement les conditions de travail, c'est forcément, si le plan de charge n'augmente pas, aller à moyen terme vers une réduction des effectifs.

De ce point de vue, le président directeur général de la SNECMA, monsieur Ravaud, dans sa déclara-

tion à la commission parlementaire de l'aéronautique, a été clair. Il disait en gros ceci : « A la SNECMA, la quantité d'heures de production irait légèrement en augmentant en 1978, cependant que les effectifs continueraient à diminuer par le développement de nouvelles techniques », sous-entendu l'augmentation du parc de machines à commande numérique ! (...)

C'est de notre avenir qu'il s'agit, une solution conforme à l'intérêt des travailleurs de la SNECMA mais aussi des travailleurs sans emploi est possible.

Pour travailler sur deux machines en même temps, la direction a proposé une prime de 208 F à chaque compagnon, cette prime même fixée à un taux plus élevé, ne règlera rien.

Si à la SNECMA existe du travail pour des machines supplémentaires, que l'entreprise embauche du personnel en conséquence.

Comité de grève des travailleurs de la SNECMA-Corbeil

Grèves dans plusieurs établissements scolaires de la région parisienne

Joliot Curie, à Nanterre, Rueil-Malmaison, Meudon, Bourg-la-Reine, Montrouge. La liste s'allonge des lycées et collèges qui se mettent en grève contre les suppressions de postes d'enseignants. Dans la seule académie de Versailles, 490 postes d'agents de service et 132 postes d'enseignement doivent être supprimés dès la rentrée prochaine.

Haby met l'école à l'heure de l'austérité renforcée. Déjà, les classes sont surchargées, les remplacements quasi-inexistants, des milliers d'enseignants-auxiliaires sont au chômage. Pour le ministre, ça n'est pas suffisant, il s'emploie à aggraver cette situation. Enseignants, élèves et parents unis ont engagé la lutte ; celle-ci doit être soutenue.

De notre correspondant en Bretagne

La restructuration capitaliste à la SNCF

100 000 EMPLOIS EN MOINS

Depuis déjà pas mal de temps, le pouvoir patronal a orchestré une propagande visant à dire que les sociétés nationales n'étaient pas « rentables » et coûtaient « cher à la nation ». Ces propos, on pouvait s'en douter, nous annonçaient que le gouvernement avait décidé de rentabiliser certains secteurs nationalisés, comme la SNCF.

En période de crise, la SNCF, comme toutes les sociétés capitalistes, n'échappent pas aux restructurations, qui visent à faire supporter le poids de la crise aux travailleurs en supprimant du personnel, tandis que les profits augmentent.

— De l'intervention du directeur des Transports terrestres en mars 1977 au plan de Blois de Barre :

Le 14 mars 1977, au cours d'une conférence à l'Institut des Transports à Londres, le directeur des Transports terrestres français annonçait la couleur : « Si le système des chemins de fer continue comme actuellement, nous craignons qu'il n'y ait pas de solution, car le personnel (...) ne pourrait plus être davantage réduit, sauf peut-être de deux à trois milliers

d'agents chaque année, ce qui ne serait pas suffisant pour compenser les conséquences de mesures sociales qu'on sera amené à prendre un jour ou l'autre. C'est en considérant ce qui précède que nous avons demandé aux Chemins de fer de réfléchir à une évolution menée avec plus de rigueur, les amenant, au cours des quinze prochaines années, à l'exploitation d'un réseau restreint, assurant la majeure partie du trafic, avec l'aide d'un personnel ne s'élevant peut-être qu'à 50 ou 60 % de l'effectif actuel ».

Pour augmenter ses profits, le capitalisme veut ainsi restructurer les Chemins de fer, en supprimant près de 100 000 emplois d'ici 1990. Mais les plans de restructuration, aussi appelés « plans d'entreprise, objectif 1990 », vont se préciser au cours des mois qui suivent. Ainsi, fin juillet 1977, au conseil d'administration de la SNCF, il était proposé deux plans de restructuration :

RÉSEAU NOYAU

- 15 000 km de lignes au lieu de 34 000 actuellement.
- Transports marchandises par train complet
- Plus de triage

— 100 000 cheminots en moins d'ici 1990.

RÉSEAU CONCENTRÉ

- 6 000 km de lignes en moins
- Développement du régime accéléré pour marchandises
- 2 800 points de vente en moins ;
- 35 à 38 000 cheminots en moins.

Vers la fin de l'année 1977, la direction semblait retenir l'hypothèse du réseau concentré (38 000 emplois en moins). Il semblerait qu'à l'approche des législatives, il aurait été malvenu de présenter un plan de suppression de 100 000 emplois. En plus, la lutte des « roulants » contre la suppression de

10 000 emplois et les différents mouvements de grève, à l'exploitation, comme en Bretagne et à Lyon, ont fait reculer temporairement l'annonce de tels projets.

Et c'est Barre qui va confirmer ces projets dans le fameux discours de Blois ; car il est annoncé dans l'objectif No 10 de ce fameux programme de Blois la réduction de moitié des subventions aux entreprises publiques.

En fin de compte, c'est bien l'hypothèse du réseau « noyau » qui est retenue par le gouverne-

ment, avec 10 000 emplois à la clef.

Les conséquences pour la Bretagne et la riposte des cheminots

Dans notre région, où le chômage est déjà assez important, et où nombre de lignes-voyageurs sont fermées parce qu'elles ne sont pas rentables, cette restructuration entraînerait la fermeture de 120 gares et la suppression de 2 300 emplois d'ici 1990 (sur 7 000 actuellement).

Déjà, en décembre 1977, c'est environ 23 postes au niveau régional qui étaient supprimés, avec des menaces d'autres suppressions (comme à Vitry où le triage doit être fermé : 8 postes en moins).

Mais les cheminots ont riposté par une grève le 30 décembre, qui a été suivie à près de 90 % dans certaines gares, malgré le manque de préparation et la période défavorable (congés, fêtes, etc.).

Voilà le chemin qu'il faut suivre contre le plan d'entreprise : la lutte ferme et intransigeante contre les suppressions d'emplois.

Voilà une des tâches pour les cheminots marxistes-léninistes : organiser dans les syndicats la lutte contre la suppression de 100 000 emplois dans les chemins de fer.

Solidarité avec le peuple tunisien

- Pour le pain et la liberté,
- Contre le terreur fasciste. Pour la levée de l'Etat d'urgence.
- Contre le pillage néo-colonial et l'exploitation éhontée,
- Pour une Tunisie réellement indépendante et démocratique,
- Travailleurs français, Travailleurs immigrés

Tous solidaires avec le classe ouvrière et le peuple tunisien dans leur juste lutte.

MEETING de SOLIDARITE

AVEC LE PEUPLE TUNISIEN
LE SAMEDI 11 FEVRIER à 14 H 30
A LA BOURSE DU TRAVAIL

PARTICIPEZ A LA COLLECTE EN FAVEUR DES FAMILLES DES TRAVAILLEURS TUNISIENS ASSASSINES, BLESSES, ET EMPRISONNES

A l'appel : d'un groupe d'ouvriers tunisiens et de l'Union Générale des Etudiants de Tunisie (C.S.P. Lyon)
Soutenu par : Comité contre la répression en Tunisie - U.N.E.M. - C.L.C.R.M. (Maroc) - G.U.P.S. - A.M.F.P. (Palestine) - Patriote Libanais - U.N.E.J. (Irak) - C.T.A. (Algérie)
F.E.A.N.F. (Afrique Noire) - A.G.E.S. (Gabon) - U.N.E.C.A. (Centre Africain) - U.N.E.E.C.I. (Côte d'Ivoire) - U.N.E.K. (Comores) - A.S.E.C. (Comores)
U.D.C.F.D.T. (Rhône) - M.A.S. (France) CIMADE - ACPAL - Cité Française-Immigrés (Tassin, Vénissieux)
T.T. (Tunisie) - P.R.P.T. (Tunisie)
C.C.A. - H.R. - L.C.R. - O.C.T. - F.C.R. - P.S.U. - U.C.F.M.L. - V.P.

consiste donc en particulier à mener le combat dans les syndicats pour la solidarité avec le peuple tunisien et pour le soutien aux initiatives prises par les organisations tunisiennes dans ce sens.

Gennevilliers

Meeting de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, le vendredi 10 février à 20 h 30^h à la Bourse du Travail.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Michel Jobert au nom du mouvement des démocrates

«Ni la peste, ni le choléra»

« Les Français ont le choix entre la peste et le choléra. Quel que soit le résultat, je ne paviserai pas », a déclaré Jobert au nom du Mouvement des démocrates, à propos des législatives. Son groupe ne donnera aucune consigne de vote pour le second tour, ni pour la droite, ni pour la gauche.

Le débat politique actuel est pour Jobert « un petit pia-pia incessant qui nous casse les oreilles ». Le discours du « bon choix » de Giscard ? « J'aurais souhaité que le président de la République fut moins arrondissementier et plus royal ». La volonté d'ouverture à gauche de la majorité ? « Comment pourrait-elle se faire alors que le vœu le plus cher de ses composantes a été de se fermer au dialogue avec les Français ».

Jobert n'est pas plus tendre pour les partis de gauche. Il déclare que, de façon générale, la démocratie actuelle « est l'apanage de quelques partis bien installés qui traitent les citoyens comme des moutons ».

Au premier tour, le mouvement jobertiste présentera 150 candidats. Jobert, lui-même ne se présente pas.

SUITE DE LA PAGE 7

L'avenir des petits commerçants

Une solution existe

Nous, communistes marxistes-léninistes, avons soutenu les petits commerçants dans leur mouvement de révolte contre le plan Barre. Cela ne veut pas dire que nous prenons la défense des patrons des petites et moyennes entreprises (PME) contre les patrons des grandes entreprises (les monopoles). Cela ne veut pas dire non plus que nous promettons qu'ils pourront, sous un capitalisme « pacifique » défendre en toute quiétude leurs intérêts, prospérer et devenir eux aussi de grands monopoles.

Nos propositions n'ont rien à voir avec la démagogie électorale qui pleut de toute part en cette période électorale. Au contraire, nos propositions sont exigeantes, elles n'appellent pas à la facilité.

Nous disons :

— Notre ennemi, l'ennemi de la classe ouvrière et des masses travailleuses de notre pays, c'est la grande bourgeoisie monopoliste qui tient le pouvoir et nous exploite. Nos ennemis, ce sont les partis politiques qui, sous des formes diverses, veulent développer le capitalisme monopoliste d'État que nous subissons aujourd'hui.

— La classe ouvrière, depuis les tous premiers temps de son histoire, depuis les tous premiers temps du capitalisme, lutte pour renverser le capitalisme. C'est dans cette lutte que doivent se réunir et s'organiser toutes les forces anticapitalistes, sous la direction de la classe ouvrière.

— Ceci étant dit, nous soutenons toutes les luttes qui, directement ou indirectement, même passagèrement, vont dans le sens de ce combat, frappent notre ennemi commun, le capitalisme. Tel est le sens de notre soutien à la lutte des petits commerçants contre le plan Barre.

Les petits commerçants et les petits artisans, comme d'autres couches et classes sociales (les petits paysans par exemple) n'ont pas intérêt à voir se développer le capitalisme : sous le capitalisme, c'est par la faillite et la misère que certains deviennent prolétaires, que Barre ou Chirac sont au gouvernement.

Ils n'ont pas intérêt non plus à l'arrivée au pouvoir d'une gauche dont le programme renforce la monopolisation, base tout sur la relance économique et la rentabilité. Ce sera encore la loi capitaliste du profit, la loi du plus fort.

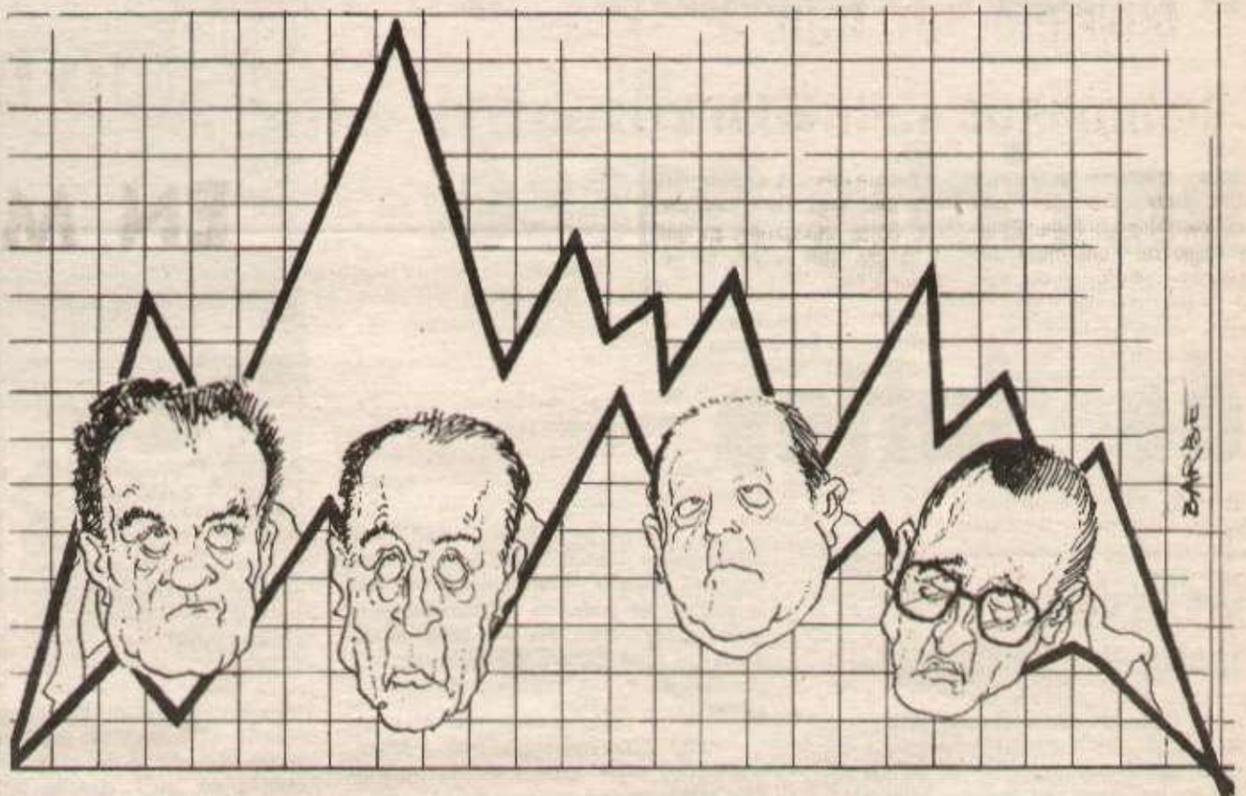
Nous, marxistes-léninistes, nous travaillons activement à réunir toutes les couches et classes sociales anticapitalistes et anti-révisionnistes (c'est-à-dire qui refusent de suivre les chefs de la gauche). Cette unité se fait sous le drapeau de la lutte de la classe ouvrière, de cette classe qui souffre le plus du capitalisme, qui n'a rien d'autre à perdre aujourd'hui que le fait d'être exploitée, de cette classe qui porte les coups les plus rudes au capitalisme, cause de tous nos maux, et finira par le renverser.

PROLETARIAT EST PARU

Le No 15 de notre revue théorique « Proletariat » vient de paraître. Au sommaire, nos amis lecteurs trouveront, outre un éditorial de Jacques Jurquet, à propos du mot d'ordre « Classe contre classe », divers autres articles. Nous recommandons à nos amis lecteurs un article d'importance sur le 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Le franc se remet, nous dit-on ...

Mais la crise reste



Marchais, Mitterrand, Barre et Chirac : leur problème, c'est gérer la crise. (Dessin détourné du magazine patronal « L'Expansion ».)

Barre nous l'affirmait la semaine dernière : il y avait baisse du franc, mais sans aucune raison économique, seules des « raisons psychologiques dûes aux incertitudes politiques » justifiaient sa chute. Aujourd'hui Giscard confirme : le mouvement de baisse est enrayé, de crise économique, il n'est pas question...

En fait, ce qui vient de se passer (et n'est pas encore terminé) montre à la fois l'impuissance de la gauche à gouverner sans le soutien des monopoles et l'impuissance de la droite à dominer la crise économique.

ATOUT ELECTORAL

Il est clair que la subite baisse du franc a été en partie voulue pour effrayer ce que les sondages appellent « l'électorat modéré ou indécis ». Même si on ne peut pas prouver qu'il y a eu manœuvre calculée, la baisse est venue à point (un heureux hasard ?) lancer un avertissement des détenteurs de capitaux aux leaders de la gauche : attention aux fuites de capitaux en Suisse.

Même si tous les possesseurs de capitaux ne sont

pas effrayés au même titre par l'arrivée de la gauche au pouvoir, même si à terme, ils pourraient s'en tirer à bon compte, il n'en reste pas moins que la plupart d'entre eux placent plus volontiers aujourd'hui leurs intérêts dans un gouvernement Barre ou Chirac que dans un gouvernement Mitterrand ou Marchais.

La gauche est de fait impuissante devant cette pression. Elle devra une fois au pouvoir (si cela se produit) donner des garanties au patronat, pour éviter une fuite de capitaux. On se souvient peut-être d'un débat qui opposa, il y a presque un an, les spécialistes du PS à ceux du PCF sur l'indemnisation des actionnaires des entreprises à nationaliser. Le débat visait à définir quelle resterait la participation des action-

naires aux affaires économiques après les nationalisations. L'inquiétude qui planait déjà était d'éviter qu'ils ne partent avec leurs capitaux.

Aujourd'hui, la seule solution réellement proposée est : repérer les spéculateurs, les punir.

DU DOLLAR AU FRANC

Mais au-delà de l'arme électorale que fut cette chute du franc pour le gouvernement, il y a bien la crise du franc, la crise de l'économie capitaliste française. Elle ne date pas d'hier.

En 1944, les accords de Bretton Woods consacraient la suprématie du dollar sur les autres monnaies, liées pieds et poings à la monnaie américaine. Mais la position américaine s'est fortement affaiblie : défaites en Indochine, résistance des pays européens, lutte des pays du tiers monde.

Les monnaies faibles, comme le franc, se sont effondrées avec la chute du dollar. Les monnaies

plus fortes, comme le mark ou le yen japonais ont pu être revalorisées, du fait notamment que ces pays restent de grands exportateurs.

Que le franc soit une monnaie faible, seul Barre peut oser le nier. La France connaît le chômage, l'inflation, le déficit du commerce extérieur, tares intrinsèques du système capitaliste. Peu compétitive sur le marché mondial, l'économie capitaliste française ne parvient pas à compenser ses importations par ses exportations.

Les monopoles, surtout du fait qu'ils ont le pouvoir, réussissent toujours, plus ou moins, à tirer profit même de cette situation de crise : leurs bénéfices augmentent. Mais, au fond, la bourgeoisie ne domine pas la crise économique mondiale qui sévit aujourd'hui.

La baisse du franc semble enrayée, dans la mesure où la dégringolade spectaculaire de la semaine dernière est un peu oubliée. Mais la crise reste.

En bref ici et là ...

Giscard-le-fraudeur

« Le Canard enchaîné » de ce mercredi publie et commente un télégramme adressé par Delaunay, ambassadeur de France au Gabon, à la fois à Giscard (deux exemplaires), aux Affaires administratives (deux exemplaires) et au ministre dont il dépend (trois exemplaires).

Ce télégramme déclare : « M. Pierre Fouet quitte Libreville le 21, porteur de 350 demandes d'inscriptions en blanc pour des villes de plus de 30 000 habitants et de 350 procurations également en blanc ».

Non seulement Delaunay

est bien un organisateur du racket des voix des Français à l'étranger, mais encore Giscard chapeaute cette splendide opération d'une honnêteté bien sûr incontestable...

Delaunay est un bon fonctionnaire, puisqu'il rajoute sur ce qu'on lui demande de faire : « Une nouvelle expédition aura lieu en fin de semaine permettant de dépasser largement le chiffre de 2 000 atteint à ce jour ».

Ce télégramme daté du 21 décembre à Libreville porte la mention « Strictement réservé » et « diplomatique Paris No 1070 ».

«Pas de ministres communistes sous Giscard» (Roland Leroy)

« Il n'y aura pas de ministres communistes sous la présidence de Giscard d'Estaing », a déclaré fermement Roland Leroy au micro d'Europe 1... le 21 novembre 1974.

Mais aujourd'hui, les choses ont changé : Marchais demande à Mitterrand de bien vouloir lui accorder sept ministres sous la haute présidence de Giscard d'Estaing.

C'est encore le sens de l'appel, qui se veut solen-

nel, de Marchais à Mitterrand mercredi dernier : « Nous n'avons pas d'exigences, nous ne présentons pas l'ultimatum. Nous disons simplement à François Mitterrand (...) : revenez au Programme commun, revenez à l'union ! »

C'est une nouvelle proposition de négociation du Programme commun entre le 12 et le 19 mars (les deux tours) à laquelle Mitterrand a répondu « non » et il s'en tient à ce calme refus...

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

SAINT-ETIENNE ET SA REGION

un riche passé de luttes



Une vue des ateliers de Manufrance

Que fait-donc la nouvelle municipalité?

D'abord, elle augmente les impôts locaux de 13 %, pour « éponger » les dettes de Durafour : c'est ce qu'elle dit du moins, dans son bulletin municipal, pour justifier les 13 % de hausse. Pour l'année prochaine, une nouvelle hausse de 11 % a été décidée suite au vote du budget primitif. Pour augmenter les impôts locaux, elle se base sur l'augmentation des prix en prenant en compte l'indice le plus élevé : l'indice CGT. Les gens ne sont pas contents du tout.

Bien sûr, la mairie a pris des mesures « populaires » : transport gratuit pour les chômeurs et les vieux... Très bien, mais ceux qui touchent les 90 % n'y ont pas droit, ainsi que ceux qui ne sont pas aux ASSEDIC. Il faut faire des démarches considérables pour pouvoir espérer toucher quelque chose. Les vieux, eux, devraient voyager gratuitement à partir des jours qui viennent. Parallèlement, les responsables municipaux ont fait passer le prix du ticket à 2 F pièce. C'est plus cher à Saint-Etienne qu'à Paris ou à Lyon.

Ils sont liés aux anciens combattants d'Algérie. D'ailleurs, à Terrenoire (un quartier HLM très populaire), Sanguedolce a inauguré une rue à la mémoire des anciens combattants d'Algérie. Dès le début de leur mandat, ils ont réuni les corps constitués (police, justice, armée, CRS) en disant qu'il fallait collaborer ensemble. Il y avait même l'évêque, les représentants de la Chambre de commerce. Ils ont participé à une réunion à la mémoire des flics tombés « victimes du devoir ».

Les chômeurs sont tous fichés. Le fichage, c'est une de leurs manies, à tout propos, ils demandent des noms, des adresses. Et puis plus rien.

La démagogie est à la mode. La panacée de la démocratie véritable est à l'ordre du jour avec Sanguedolce. Des commissions extra-municipales ont été créées : enseignement, culture, urbanisme, santé, immigrés, etc. Elles n'ont aucun pouvoir de décision. Ce sont les révisionnistes qui décident. Ceux qui vont à ces réunions ont très vite compris : on discute, mais ce sont « eux » qui décident. Pour celles qui les gênent, il n'y a pas de crédits. Ainsi, la commission « immigrés » est dirigée par un militant du PSU, avec des crédits dérisoires.

L'affaire Manufrance

Manufrance représente 4 000 personnes sur toute la France, 2 500 à Saint-Etienne, 48 000 personnes travaillent en sous-traitance. C'est aussi 1 500 syndiqués à la CGT, 70 à la CFDT. C'est aussi un chef du personnel membre du PCF ; c'est aussi 900 suppressions d'emplois depuis l'arrivée de la nouvelle

municipalité (temporaires, emplois sous contrats, départs volontaires avec ou sans le million de centimes « d'indemnités », pré-retraites). C'est une très vieille entreprise qui a un riche passé de luttes, tant pendant le Front populaire qu'après la guerre.

Au début des années 50, à Manufrance, on avait obtenu le 13e mois et cinq semaines de congés payés.

Au centre de Saint-Etienne, il y a les ateliers, vétustes, mal agencés, le service commercial. Là, on fabrique des machines à coudre, des cycles et des armes. Dans le quartier de Molina se trouvent les dépôts et l'emballage (entrepôts modernes). La municipalité possède 23 % des actions à Manufrance. Le fondateur, Mimard, avait légué sa boîte à la ville. Autrefois, la municipalité était archi-majoritaire. Depuis, elle revend les actions. Avant cela marchait bien au sens capitaliste du terme, c'était « rentable ». Maintenant, ce serait de moins en moins « rentable », au niveau des armes, par exemple. C'est un problème que l'on retrouve au niveau de Saint-Etienne, notamment chez Vernier-Caron et Gauthier. Durafour avait entrepris de liquider le secteur production et de faire de Manufrance une entreprise de vente par correspondance uniquement.

De gros problèmes sont apparus récemment. Le PDG a démissionné, les actionnaires ont fait la sourde oreille. La rentabilisation à outrance était à l'ordre du jour. La municipalité avait

juré ses grands dieux qu'elle ne gérerait pas l'entreprise, mais, de fait, elle l'a fait ; d'une part, parce qu'elle est actionnaire, d'autre part parce qu'il s'agit d'un enjeu national et qu'il lui faut « sauver Manufrance ». Au niveau des luttes récentes, à part 1969, où une grève a duré trois mois, il n'y a pas eu de grandes luttes.

Sitôt les problèmes connus, les ouvriers ont bougé. Le formidable appareil du PCF et de la CGT s'est mis en place, a canalisé la colère des ouvriers contre ce qu'il appelle les « mauvais gestionnaires ». Par contre, rien n'a été fait contre le licenciement des temporaires et des ouvriers sous contrats. « Indéfendables » ont dit les responsables CGT !

Le PCF, à Manufrance, est chez lui. Sanguedolce y vient quand il veut, même avant d'être maire. Nicolas, président du CE, est à la municipalité, Arnaud aussi. Ils sont au PCF. Toutes les manifestations qui ont eu lieu ont été dirigées contre Giscard-Barre, car, paraît-il, eux seuls sont responsables.

Parallèlement, la CGT a cherché un nouveau PDG, il est là maintenant, elle a cherché aussi des actionnaires, elle en a trouvé (Coop, Mercier...). Pendant trois mois, octobre, novembre, décembre 1977, on travaillera une semaine sur quatre, mais les délégués, eux, travailleront et à ceux qui s'en plaignent, il est répondu : « T'as qu'à avoir ta carte au PCF ».

« Sauver » Manufrance est leur mot d'ordre, alors tous les moyens sont bons.

C'est la direction CGT qui a accepté le chômage technique, mais elle ne l'a pas dit aux ouvriers, pas plus qu'elle

ne les a informés qu'aucune augmentation n'était prévue (accord signé il y a un an), ni que le contenu des négociations devait rester secret !

Ceci n'a pas empêché Sanguedolce de venir parader devant l'usine début janvier pour présenter le plan de chômage technique comme une grande victoire et de payer l'apéritif aux ouvriers sur de grandes tables à la sortie.

Au niveau des travailleurs, on commence à bouger, à ne plus accepter n'importe quoi. On parle d'organiser soi-même des délégations pour aller voir la direction, à la mairie. Mais ceci n'est qu'un début de prise de conscience.

Les marxistes-léninistes dénoncent les dirigeants révisionnistes, notamment au niveau des syndicats : pas de démocratie, ils se mettent à la remorque des partis dits de gauche.

A une réunion de section qui a eu lieu récemment, un ouvrier se plaignait des augmentations en pourcentage favorisant les cadres qui n'avaient rien fait. Il désirait que ce soit les ouvriers qui profitent le plus des augmentations parce que c'était eux qui s'étaient battus. Eh bien ! Il lui fut répondu :

« Si vous n'êtes pas content, quittez la réunion ».

Du temps où PS et PCF étaient comme cul et chemise, les dirigeants faisaient défiler les ouvriers aux cris de « Union, action, Programme commun ». Ils insinuaient qu'il fallait attendre 1978, que ça irait beaucoup mieux après, etc.

A Manufrance, il existe un courant de lutte de classe, un courant anti-révisionniste que les marxistes-léninistes se doivent d'organiser. C'est ce à quoi ils vont s'attacher dans les mois et les années qui viennent.



Manufrance en janvier 1968 : l'occupation de l'usine.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

L'avenir des petits commerçants

Novembre 77, un rappel solennel

Ils disent «Non» à Barre

Les discours de Barre sont si nombreux que l'ensemble de nos lecteurs ne se souviennent sans doute pas plus de celui prononcé le jeudi 3 novembre à la télévision, que de n'importe quel autre discours du Premier ministre. Ceux de nos lecteurs qui tiennent un petit commerce s'en souviennent, eux : c'est le discours qui déclencha la « guerre du croissant », qui fut un « non » solennel, aux mesures de Barre.

Barre avait annoncé le « discours de l'année », celui qui allait nous faire sortir de la crise.

TAXATION ET LOI ROYER

Barre commençait par reconnaître (bien obligé !) l'augmentation des prix. Il donnait le chiffre de 0,9 % pour septembre. La politique qu'il disait vouloir appliquer restait celle de « l'austérité partagée par tous ». Cette fois-ci c'étaient les petits commerçants qui devaient payer.

Le Premier ministre annonçait une taxation un blocage des prix de certains produits : le fameux croissant et aussi le petit pain au chocolat, le veau et quelques légumes. Il annonçait aussi un assouplissement de la loi Royer, se disait ouvertement favorable à l'implantation des grandes surfa-

ces, surtout à Paris.

Sous couvert « d'austérité », c'était bel et bien une politique de diversion que préconisait Barre : monter les consommateurs contre les petits commerçants. Pour accentuer l'idée que le responsable de l'augmentation des prix c'est celui qui vend au bas de la chaîne, le magasin du coin de la rue, Villain, directeur général de la concurrence et des prix, accusait les petits commerçants d'être responsables d'une hausse de 14 % en trois ou quatre ans et d'avoir empêché au titre de la TVA en 1973, le fruit d'une baisse de 10 %.

CEUX QUI REGNENT

Il s'agissait pour le gouvernement d'une part de couvrir les grands monopoles du commerce, de l'industrie et de l'industrie alimentaire, organisateurs et profiteurs de la hausse des

prix et d'autre part de diviser ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont des intérêts contradictoires avec ceux des grands monopoles, les consommateurs et les petits commerçants.

Car même s'ils sont de petits patrons, même si ce sont de petits propriétaires, même s'ils jouent le jeu de la concurrence et portent une certaine responsabilité dans les hausses ici ou là, personne ne peut nier que les petits commerçants font faillite alors que les grandes surfaces se multiplient. Et surtout, plus fondamentalement que ce ne sont pas eux qui fixent les prix, causent les hausses où dominent la production et la vente.

Ceux qui règnent en maîtres sur ces circuits et qui organisent la crise pour en tirer des profits, ce sont les grands monopoles, de la production industrielle et agricole et de la vente (les chaînes de distribution et les grands magasins). Mais voilà, les intérêts que Barre défend, ce sont bien leurs intérêts à eux, les monopoles.

Voilà pourquoi le cri des petits commerçants a été unanime : ce n'est pas à nous de payer une crise que

nous n'avons pas créée et dont au fond, nous ne profitons pas. Ce fut les deux jours de grève des boulangers, les protestations des bouchers et poissonniers.

Les représentants du grand capital, Ceyrac au nom du CNPF, avait du mal, eux par contre, à cacher leur joie devant les mesures de Barre.

1973: LA LOI ROYER

« Loi d'orientation du commerce et de l'artisanat » la loi Royer fut votée en décembre 1973. Elle visait notamment à limiter le développement des grandes surfaces.

Elle ne fut jamais appliquée. Elle ne pouvait d'ailleurs pas être appliquée. Ce n'était qu'une mesure démagogique.

Par contre, il y a environ un an, un rapport présenté à Monory, ministre des Finances préconisait la suppression de la loi Royer et le retour à la liberté d'implantation des grandes surfaces.

Bien que cette liberté n'ait jamais été véritablement entravée et que le nombre de grandes surfaces ait augmenté malgré la loi Royer, Barre devait le 3 novembre, reprendre cette même idée.



Chirac n'a pas froid aux yeux

Le plus cocasse fut de voir cet autre représentant des grands monopoles, Chirac, le fils spirituel de Dassault et de Hersant, prétendre défendre les petits commerçants et artisans.

Chirac condamna les mesures de Barre, dénonça l'adoucissement de la loi Royer, refusa l'éventualité de voir des grandes surfaces s'implanter à Paris dont il est maire. Sur ce dernier point, il ne risquait rien, car le terrain y est tellement cher qu'aucune grande surface ne veut s'installer dans la capitale aujourd'hui...

Il ne s'agissait que de démagogie électorale. Chirac, en son temps, fut Premier ministre, il gouverna la France, pays capitaliste développé, pays capitaliste monopoliste. Et il l'a gouverné au service des monopoles. Dassault ne partagea-t-il pas avec le gouvernement le monopole de l'aviation ? Hersant ne s'est-il pas taillé à coups de hache le quasi-monopole de la presse ?

VOIR NOTRE ARTICLE
PAGE 5:
Une solution
existe

La monopolisation du commerce

LE GRAND CAPITAL RECONNAITRA LES SIENS

Lors de la « guerre du croissant » en 1977, Barre et son gouvernement ont montré (mais on le savait déjà) que dans tous les secteurs de notre vie, les intérêts qu'ils défendent étaient ceux des grands monopoles. Ces intérêts là ne coïncident pas avec ceux du petit commerce. Aussitôt, et à quelques mois des élections, de Chirac à Marchais on vit le « personnel politique » voler au secours des petits commerçants attaqués. Regardons-y de plus près.

Les commerçants alimentaires représentent 250 000 voix. Les promesses virulentes vont pleuvoir

LE PROGRAMME COMMUN DE 1972

Les leaders de la gauche s'en prirent aussi à Barre. Leur politique est peut-être plus trompeuse, mais ne correspond pas non plus aux intérêts des petits commerçants.

Le Programme commun de 1972 propose de limiter l'action des grandes surfaces existant aujourd'hui comme le fait la loi Royer (dans son texte). De

façon plus trompeuse encore, il propose également aux petits commerçants de s'unir pour devenir eux-mêmes des monopoles : « en favorisant la reconversion », « en consentant des prêts pour la modernisation », « en encourageant les regroupements et la création de coopératives ».

Nous n'insisterons pas sur la petite phrase : « L'essor des grandes surfaces sera réfléchi et contrôlé dans le sens de l'intérêt général ». La loi Royer dit de même. Elle a fait ses preuves par l'absence, par son irréalisme démagogique : aucun gouvernement ne

peut prétendre aujourd'hui limiter l'essor des grandes surfaces.

TOUJOURS LA MONOPOLISATION

Ce que propose d'apparemment original le Programme commun, c'est cette histoire de coopération des petits commerçants, comme si elle pouvait permettre à la majorité d'entre eux d'échapper à la ruine et à l'exploitation salariale.

C'est un mensonge ! Il faut bien voir que tous les économistes du PS et du PCF, tous les leaders politiques de ces partis affirment que la gauche au pouvoir n'a pas même l'intention de détruire la concurrence et l'économie de marché. Dès lors, la réalité vient contrecarrer les belles promesses signées par la gauche en 1972 : la création de ces fameuses coopératives se fera aussi sur la base de la concurrence. Ceux qui pourront s'unir et espérer tenir le coup, ce

seront les plus forts, les autres sont condamnés de toute façon à disparaître. Qui voudra s'allier avec quelqu'un de non-concurrentiel ? L'État aidera-t-il quelqu'un qui ne présente pas toutes les certitudes ? Dans ce cas qu'y aura-t-il de différent, au fond, par rapport à aujourd'hui ? Qu'y aura-t-il de différent de ce que propose E. Leclerc (l'homme des centres du même nom) dans le « Nouvel observateur » : « S'ils (les petits commerçants) veulent survivre, il faut leur donner les moyens de se grouper et de s'organiser »...

Dans un cas comme dans l'autre, la monopolisation se fera sur le dos de l'immense majorité des petits commerçants condamnés à disparaître en raison des lois qui régissent le capitalisme monopoliste. Tant qu'on ne sort pas du cadre du système capitaliste, toute promesse n'est que mensonge. Les petits commerçants n'ont aucun intérêt au Programme commun.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

RESOLUTION DU 3e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière

Nous avons reçu du PCMLF un certain nombre de résolutions, issues de son IIIe congrès. Nous en publierons l'essentiel dans le bimensuel numéro 25 (du 16 février). Dans le quotidien, nous les publierons au fur et à mesure à la suite des articles prévus pour dénoncer la position des partis bourgeois vis-à-vis de diverses questions concrètes.

Nos lecteurs pourront ainsi constater l'opposition fondamentale entre les marxistes-léninistes qui n'ont d'autre but que de servir les in-

Les causes fondamentales de l'immigration sont l'impérialisme et le colonialisme qui ont fait de la force de travail des hommes une marchandise exportable comme n'importe quelle autre et qui organisent des migrations de travailleurs originaires de pays en voie de développement ou dominés, vers les pays les plus riches, pour en tirer profit.

Lénine écrivait en 1913 (« Le capitalisme et l'immigration des ouvriers », T. 19 des Oeuvres complètes) :

« Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évincant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés ».

L'immigration est d'ailleurs une source importante de l'enrichissement des bourgeoisies impérialistes. Engels soulignait d'ailleurs en 1845 (« La situation de la classe laborieuse en Angleterre ») :

« Le rapide développement de l'industrie anglaise n'aurait pas été possible si l'Angleterre n'avait disposé d'une réserve : la population nombreuse et misérable de l'Irlande ».

Ce phénomène reste actuel aujourd'hui où les immigrés, pour la majorité originaires du tiers monde, sont soumis en France à une exploitation et une discrimination intolérables.

Si l'immigration est ancienne en France (autant de travailleurs étrangers en 1931 qu'en 1968), la politique de la bourgeoisie à leur égard connaît des variations. Après des périodes où l'immigration est très encouragée, organisée, succèdent des périodes de crise du capitalisme où les travailleurs immigrés sont en butte à une oppression accrue et expulsés ou menacés de l'être.

Ainsi, en France, à l'heure actuelle, pour tenter d'empêcher la riposte unie de la classe ouvrière contre le chômage et les licenciements, le pouvoir cherche à expulser un grand nombre de travailleurs étrangers, à les rendre responsables du chômage, laisse impunis les crimes racistes et les suscite par sa propagande et sa politique de discrimination à l'égard des immigrés. C'est le sens des récentes « mesures Stoléro ».

Aujourd'hui, en France, 95 % des travailleurs étrangers sont des ouvriers. 75 % d'entre eux sont des OS. Les ouvriers immigrés représentent 20 % de la classe ouvrière de notre pays et ce pourcentage est supérieur dans certaines branches professionnelles : automobile, sidérurgie, bâtiment et travaux publics.

L'unité de classe entre ouvriers immigrés et français, qui s'est pour la première fois concrétisée de manière révolutionnaire lors de la glorieuse insurrection prolétarienne de la Com-

mune de Paris, est donc un objectif indispensable et fondamental de notre parti, pour progresser dans la voie de la révolution prolétarienne.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les travailleurs français et immigrés à s'unir contre la bourgeoisie capitaliste, leur ennemi commun principal, sur le plan politique et syndical, dans la lutte classe contre classe. C'est dans ce combat que se forgera l'unité, sur tous les plans, du prolétariat dans les usines et les chantiers.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les travailleurs, français et immigrés, à combattre ensemble le racisme et le chauvinisme, poisons répandus par la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les travailleurs, français et immigrés, à combattre le révisionnisme et le réformisme qui divisent les ouvriers entre eux, sabotent les luttes pour la défense des droits des travailleurs immigrés,

trahissent l'internationalisme prolétarien. Ces pratiques contre-révolutionnaires du PCF et du PS, comme leurs propositions (planification de l'immigration, expulsions « démocratiques », seuil maximum d'immigrés...), sont la conséquence de leur conception bourgeoise et électoraliste, de leur mensonge sur le passage pacifique au socialisme et de leur soumission aux intérêts impérialistes.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les travailleurs, français et immigrés, à combattre ensemble pour la satisfaction de revendications propres aux travailleurs immigrés mais nécessaires à toute la classe, notamment à exiger l'égalité des droits, la liberté d'organisation politique, syndicale, culturelle, sans exclusive pour les travailleurs immigrés, y compris sur la base de leur propre nationalité.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les travailleurs, français et immigrés, à nouer des liens internationalistes prolétariens sur la base de la solidarité

entre les peuples de France et les peuples des colonies ou du tiers monde pour l'indépendance totale des colonies ou néo-colonies françaises, pour la révolution prolétarienne contre le capitalisme impérialiste français.

Le PCMLF appelle tous les travailleurs français et immigrés à agir solidairement pour contribuer à la lutte de tous les peuples du monde contre l'hégémonie des deux superpuissances, l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme.

Libre circulation des travailleurs immigrés (abrogation des mesures Stoléro)

A travail égal, salaire égal !
Alphabétisation gratuite !
Pas un seul licenciement !
Pas une seule expulsion !
A bas le racisme ! Halte aux crimes racistes !
Égalité des droits entre Français et immigrés !
Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

LA MANIFESTATION DU 19 NOVEMBRE 77 CONTRE LES MESURES STOLERU



Le 19 novembre dernier, pendant plus de deux heures, six mille travailleurs ont manifesté leur détermination à combattre les mesures Stoléro. Il y avait là près de trois mille ouvriers immigrés, en majorité des hommes d'âge mûr, qui défilaient derrière la bannière du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Il y avait également de nombreux travailleurs français, des femmes, des enfants et même des retraités.

Les voir manifester côte à côte en criant « Abrogation des mesures

Stoléro », « Français, immigrés, une seule classe ouvrière », quel exemple d'unité prolétarienne, de cette unité de la classe ouvrière en faveur de laquelle militent activement le PCMLF. Cette unité entre travailleurs français et immigrés, c'était un coup porté à la réaction, notamment à la réaction française, au moment où Giscard intensifiait ses manœuvres en Afrique du Nord et faisait arrêter un responsable de l'Amicale des Algériens de Bordeaux et expulser huit Sahraouis résidant en France.

Mais une telle victoire n'a pu être remportée que grâce à la lutte menée contre les manœuvres de division et de sabotage qui n'ont pas manqué de la part des dirigeants du PCF et de la CGT, puis de l'URP-CFDT et des trotskistes. Et dans cette lutte également, les marxistes-léninistes ont fait la preuve, à côté de leurs frères immigrés, de leur détermination et de leur persévérance à construire l'unité de la classe ouvrière.